

# Les énergies renouvelables (solaire, éolien) conduisent EDF à faire faillite

<http://www.capital.fr/a-la-une/tribune/jean-louis-butre/les-energies-renouvelables-solaire-eolien-conduisent-edf-a-faire-faillite-1128890>

Pour Jean-Louis Butré, président de la Fédération environnement durable, qui lutte contre la multiplication des parcs éoliens en France, le développement non maîtrisé (et peu rentable) des énergies alternatives risque de conduire au démantèlement du fleuron français, EDF, mettant à mal l'indépendance de l'Hexagone en matière de production d'électricité. Tribune libre.

En 2015, EDF premier producteur mondial d'électricité emploie 158.000 salariés dans le monde dont 129.000 en France.

## **La situation économique de l'énergéticien français dont l'état contrôle 85% s'est fortement dégradée :**

- un chiffre d'affaires de 72 milliards d'euros
- des fonds propres inférieurs à 20 milliards d'euros
- une action en forte baisse (- 44% en 1an et - 58% sur 5 ans),
- un endettement qui s'est envolé (40 milliards, soit plus de la moitié de son chiffre d'affaire),
- des retraites des salariés non provisionnées, évaluées à 60 milliards d'euros
- une fusion programmée périlleuse avec AREVA qui totalise de son côté 4,8 milliards de pertes (les effectifs d'AREVA ont fondu de 75.000 salariés à une prévision de 35.000 à l'horizon 2017).
- des promesses du soutien financier d'un État qui n'a plus d'argent.

## **La filière nucléaire d'EDF assure 80 % de la production d'électricité de notre pays.**

Les difficultés récentes du groupe ont été marquées par la sortie d'EDF du CAC 40 fin 2015, la démission de son directeur financier début 2016, la décision imposée de reprendre AREVA en faillite, l'abaissement en mai de la note du groupe par l'agence Standard & Poor's et son déclassement par l'agence Moody's. Ces événements posent la question du bien-fondé de la stratégie du groupe et de la responsabilité des Energies Renouvelables (EnR) dans son déclin.

En analysant les faits de ces 10 dernières années, la filiale d'EDF (EDF EnR) chargée du développement des énergies Renouvelables, c'est-à-dire principalement de l'éolien, a été rachetée à prix d'or, mais elle ne représente aujourd'hui que 2% du chiffre d'affaires d'EDF et emploie moins de 1.500 salariés, soit 2% de l'effectif total du groupe.

En revanche, la stratégie agressive de communication de cette filiale, appuyée par l'ADEME et le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, a conduit à faire croire aux décideurs et aux citoyens que l'avenir d'EDF était basé sur les énergies renouvelables. Celles-ci, parées de toutes les vertus écologiques, ont pratiquement occulté les autres activités et elles ont masqué les difficultés d'EDF.

**Même si certaines EnR présentent à terme un intérêt, elles sont peu productives, intermittentes et non rentables.**

L'éolien, par exemple, a été érigé en symbole de l'avenir énergétique a répandu une image fautive de l'ensemble du groupe EDF en faisant croire que cette énergie allait remplacer le nucléaire. L'éolien a complètement cannibalisé médiatiquement les autres filières.

**La situation actuelle montre que le groupe EDF n'a plus aujourd'hui les ressources financières suffisantes pour faire face dans les 25 prochaines années à des investissements stratégiques incontournables.**

**Si dans les plus brefs délais, aucune mesure majeure n'est prise, le groupe fera faillite et sera démantelé. Il entraînera la suppression de centaines de milliers d'emplois et le déclin de l'ensemble de l'industrie de la France.**

**Ces faits sont la conséquence de l'absence d'un plan stratégique à long terme et d'une vision claire sur les orientations du groupe. Depuis 15 ans l'Etat Français n'a pris aucune décision concernant la poursuite ou l'abandon de la filière nucléaire qui est la clé fondamentale d'EDF.**

Les gouvernements, et les 14 ministres de l'environnement et de l'énergie qui se sont succédés, ont louvoyé. Lors du Grenelle de l'environnement cette question primordiale n'a même pas été abordée et le programme des 50% de la Transition Energétique de François Hollande qui lui a succédé n'a fait qu'ajouter la confusion et la duplicité.

Pourtant la décision de continuer ou d'arrêter la filière nucléaire est fondamentale, elle détermine non seulement l'avenir des 58 réacteurs actuellement en fonctionnement, mais aussi tous les investissements à long terme éventuels, concernant les nouveaux réacteurs en France et à l'exportation. Les autres programmes ne sont que des conséquences. Cette question est incontournable.

**La situation critique actuelle du groupe montre que, si en 2001 la possibilité de fermer la filière nucléaire d'EDF était encore envisageable, il est à craindre que cette option ait dépassé aujourd'hui toutes les limites des moyens financiers d'EDF et de l'Etat français.**



### **Scénario arrêt du nucléaire : coût supérieur à 500 milliards d'euros ?**

Le coût de la fermeture des 58 réacteurs en fonctionnement, leur démantèlement et le remplacement par des énergies renouvelables appuyées par des moyens de production indispensables à leur intermittence (centrales à gaz et à charbon principalement) engendreraient un montant d'investissements qui dépasserait 500 milliards d'euros. (1)

Cette option entrainerait la construction de centrales thermiques pour assurer une production d'électricité et aurait pour conséquence, comme en Allemagne, une augmentation massive des émissions de GES par la France, contraire aux décisions européennes et à l'inverse de toute la politique internationale prônée par notre pays notamment lors de la dernière COP 21.

### **Scénario du maintien du nucléaire : coût estimatif 150 à 200 milliards d'euros**

Pour mettre EDF à flot et assurer son développement cette somme serait à investir dans les 15 prochaines années (2) parallèlement à des mesures draconiennes d'économies qui devraient être appliquées.

**Partant du principe que la capacité d'emprunt d'EDF a atteint un seuil limite et que EDF doit rester un groupe stratégique contrôlé par l'état, les seuls paramètres maîtrisables par le gouvernement actionnaire pour apporter de l'argent à EDF sont les tarifs de l'électricité des particuliers.**

En 2016, 150 TWh électricité (35% du total de la consommation) sont vendus aux ménages à un prix de l'ordre de à 150 euros le MWh.

**Une hausse de 10% du tarif de l'électricité correspondrait à 15 euros le MWh soit un bénéfice de 2,2 milliards d'euros par an pour EDF.**

Le doublement du tarif apporterait 22 milliards par an. Ce qui permettrait d'atteindre les 150 à 200 milliards nécessaires dans une période de 10 à 15 ans suivant le rythme acceptable pour cette hausse.

Cette augmentation difficilement supportable pourrait être moins importante s'il était possible de la répercuter sur l'ensemble des consommateurs d'électricité (transports, professionnelles, PME/PMI, entreprises) qui représentent 65% du total de la consommation française. Mais en dehors du fait que ceux-ci répercuterait ces hausses sur la vente des biens ou des services donc principalement sur les consommateurs français, il n'est pas du tout évident qu'ils puissent accepter de telles nouvelles charges qui mettraient en péril la compétitivité de leurs entreprises soumises à la loi du marché.

Des mesures d'économies immédiates seraient à prendre pour arrêter le programme ruineux des EnR actuelles et (solaire et éolien terrestre). Elles permettraient une économie de 2 à 7 milliards d'euros par an. **Il serait aussi nécessaire de mettre en place un moratoire concernant l'éolien offshore dont les pertes programmées sont évaluées d'ici 3 ans de 4 à 6 milliards d'euros par an.**

## Cinq décisions pour sauver EDF

- 1) Doublement du tarif d'électricité des particuliers (par exemple augmentation des tarifs de +30% par an dans les 3 prochaines années puis stabilisation).
- 2) Grand carénage des réacteurs existants et étude de nouveaux investissements. Les EPR ne sont pas la seule option à envisager. Nécessité prioritaire de la mise aux normes de sécurité des réacteurs pour s'assurer l'absence totale de risques durant leur exploitation
- 3) Arrêt du programme des EnR raccordé au réseau (Eolien et Solaire terrestre) (économie de 2 à 7 milliard d'euros par an)
- 4) Moratoire sur l'offshore en attente de technologie plus performante (économie de 4 à 8 milliards d'euros par an à l'horizon 2020)
- 5) Négociation concernant les montants et le financement des retraites des salariés d'EDF.

**Il ne serait anormal de maintenir des avantages acquis abusifs en les faisant supporter par les ménages français à qui un effort financier gigantesque serait demandé**

## Conclusion

**Si rien n'est fait EDF sera probablement démantelé à terme et repris par des concurrents** principalement étrangers. La France perdra la maîtrise de la production de l'énergie électrique un domaine stratégique dont le reste de son tissu industriel dépend. Dans ce cas la suppression de centaines de milliers d'emplois et le déclin de l'ensemble de l'industrie de notre pays est à craindre. L'arrêt du programme des EnR (Solaire et éolien) est une priorité pour contribuer à faire des économies, sortir le groupe de l'impasse financière actuelle et assurer son développement.

*Jean-Louis Butré, président de la Fédération environnement durable (FED).*

## La rédaction vous suggère aussi

- [Pour accélérer son déploiement, la filière de l'éolien veut encore faire sauter des verrous](#)
- [Nausées, troubles du sommeil, dépression... des témoignages de riverains s'élèvent contre les éoliennes !](#)
- [Scandale des éoliennes : les condamnations d'élus pour prise illégale d'intérêts s'empilent](#)